

## Jean Duret, Menaces sur l'économie française (Juillet-août 1957)

**Légende:** En juillet-août 1957, évoquant la ratification par le Parlement français des traités instituant la Communauté économique européenne (CEE) et la Communauté européenne de l'énergie atomique (CEEA), Jean Duret, directeur du Centre d'études économiques de la Confédération générale du travail (CGT) et membre du Conseil économique français, critique les options économiques du gouvernement français et pointe les menaces qu'elles font peser sur la classe ouvrière.

**Source:** Cahiers internationaux. dir. de publ. Jean Duret ; RRéd. Chef J.-M. Hermann. Juillet-août 1957, n° 88. Paris: Imprimerie centrale de la presse. "Menaces sur l'économie française", auteur:Duret, Jean , p. 31-41.

**Copyright:** Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/jean\\_duret\\_menaces\\_sur\\_l\\_economie\\_francaise\\_juillet\\_aout\\_1957-fr-f52873e9-f058-4d6a-b868-917f4bad72ae.html](http://www.cvce.eu/obj/jean_duret_menaces_sur_l_economie_francaise_juillet_aout_1957-fr-f52873e9-f058-4d6a-b868-917f4bad72ae.html)

**Date de dernière mise à jour:** 05/11/2015



## Jean Duret, *Menaces sur l'économie française* (Juillet-août 1957)

Quel contraste entre la situation dramatique de l'économie française et le calme olympien de la population ! Les journaux ont beau annoncer que les choses vont mal, qu'on n'a plus de dollars pour assurer les importations; que le déficit budgétaire grandit, le Français moyen écoute tout cela d'une oreille distraite et pense surtout aux vacances qu'il va prendre dans quelques semaines...

Les menaces qui pèsent sur l'économie française se précisent en effet en pleine période d'expansion économique, expansion qui n'a été que faiblement freinée par la pénurie de carburant consécutive à l'expédition de Suez. La production continue à augmenter - et dans certaines branches très rapidement -, la dernière enquête faite auprès des chefs d'entreprises a permis de recueillir des impressions somme toute optimistes; les entrepreneurs prévoient un accroissement de la production, des investissements et de la demande; à quelques exceptions près, les perspectives agricoles sont relativement bonnes; le chômage demeure très faible et s'est encore réduit. Certes, la hausse des prix rogne progressivement sur le pouvoir d'achat des salaires; cependant, en règle générale, le mari et la femme travaillent et font des heures supplémentaires. Si le rythme du travail devient de plus en plus épuisant, on patiente en attendant les vacances prochaines...

D'un œil distrait, on lit dans les journaux que la situation tragique de l'économie française nécessite des sacrifices. Les classes possédantes acceptent ce principe allègrement, à condition que sacrifices et privations ne soient pas pour eux mais pour le voisin. La victime toute désignée de l'opération est la classe ouvrière. Quand on parle d'austérité et de privations, on sous-entend que c'est surtout à elle que sera appliquée cette maxime. Certes, la situation sur le marché du travail est plutôt favorable aux salariés.

Il serait difficile de réduire les salaires nominaux, mais d'autres moyens existent pour atteindre le même résultat. Ne pourrait-on pas par exemple laisser monter les prix et empêcher les salaires de monter de façon correspondante, surtout si l'on effectue au préalable une manipulation monétaire. Bien sûr, chacun (à de rares exceptions) condamne la dévaluation, mais il ne le fait que du bout des lèvres. Le bourgeois moyen n'aspire qu'à une chose, c'est que la situation présente continue, et que le poids principal des impôts et des sacrifices pèse sur quelqu'un d'autre.

C'est pourquoi, au fond de lui-même, il espère que la tension actuelle ne se maintiendra pas bien longtemps et qu'une aide extérieure viendra arranger les choses. Les conditions qui accompagneront cette aide sont considérées comme un élément somme toute négligeable. Or, il se confirme que parmi ces conditions se trouverait le règlement du problème algérien, un plan de redressement à caractère déflationniste et fort probablement la dévaluation du franc. L'aide extérieure interviendra ou n'interviendra pas rapidement, mais de toute façon l'économie française sera soumise à une dure épreuve à laquelle le Français moyen n'est nullement préparé. C'est là une situation tout à fait dangereuse. En effet, les difficultés économiques, lorsqu'elles apparaîtront peuvent, la population n'étant pas psychologiquement préparée à une telle éventualité, engendrer des convulsions sociales. Compte tenu de la composition politique du système et de l'équilibre actuel des forces sociales en présence, cela présente des dangers qu'on aurait grand tort de sous-estimer.

\*\*\*

Comme nous l'avons prévu dans notre précédent article, le gouvernement a dû rétablir les contingents à l'importation et suspendre la libération des échanges. C'est là une décision qu'un gouvernement conscient de la situation réelle aurait dû prendre il y a déjà fort longtemps. Cependant, les Européens frénétiques n'ont accepté d'appliquer cette mesure qu'en toute dernière extrémité, la libération des échanges et le Marché commun se concilient mal avec le « dirigisme » dans le domaine du commerce extérieur et des restrictions aux importations. Ils sont d'autant plus pressés de faire voter les traités du marché commun et de l'Euratom, avant que les Français ne prennent conscience de la contradiction flagrante entre la politique économique que la France « volens nolens » est obligée d'appliquer et les obligations qu'elle endosse en ratifiant les traités. Mais cette victoire du bon sens nous semble très provisoire. Compte tenu de la répulsion à son égard de la grosse majorité de la population, et des conséquences désastreuses qu'elle entraînerait, les hommes

politiques hésitent avant d'endosser la responsabilité d'une manipulation monétaire. Cependant, ils ne résisteraient pas avec grande énergie si cette responsabilité pouvait être endossée par d'autres et si la dévaluation apparaissait comme le résultat de pressions extérieures inexorables. Or, de telles pressions ne tarderont pas à se produire.

Juridiquement (c'est-à-dire, compte tenu des règles des organismes internationaux auxquels elle appartient), la France a pleinement le droit, dans la situation présente, de prendre des mesures de sauvetage les plus énergiques pour redresser sa situation économique.

Les clauses du GATT, de l'OECE, de l'UEP, prévoient toutes qu'un pays dont la balance des comptes s'est gravement détériorée et dont les réserves monétaires s'épuisent aura le droit de recourir à des mesures de sauvegarde, telles les restrictions aux importations. Cependant, chose à laquelle, en règle générale, on n'a pas attaché en France une attention suffisante - en adhérant à ces organismes, les États aliènent déjà en partie leur indépendance économique (en ratifiant le traité du Marché commun ils le font d'ailleurs encore beaucoup plus).

Si la France a donc le droit d'appliquer de sa propre initiative des mesures de sauvegarde, elle doit par la suite soumettre la rationalité de ces mesures au jugement des autres parties contractantes et si certaines d'entre elles s'en trouvent particulièrement lésés, elles ont le droit d'exiger que lesdites mesures de sauvegarde soient suspendues et remplacées par d'autres.

En clair, si un État du GATT ou de l'UEP estime que ses intérêts sont gravement lésés par l'introduction des contingents en France, il a le droit d'exiger que ces mesures soient levées et remplacées par d'autres.

Il n'est pas difficile de deviner quelles mesures on suggérerait à la France d'appliquer. Depuis fort longtemps, les représentants du fond monétaire international et de la plupart des États membres du GATT et de l'OECE estiment que le franc est surévalué. Les prix français étant en effet supérieurs aux prix étrangers, la France, pour pratiquer elle aussi la politique de libération des échanges, a été obligée d'introduire (pour les importations dont on rétablissait la liberté par la suppression des contingents) des taxes, dites de transfert, de 7 à 15 % venant s'ajouter aux droits de douane. Les exportations françaises, pour les mêmes raisons, étaient stimulées par des primes à l'exportation qui, pour les produits industriels, revêtaient la forme spécifique d'un remboursement des charges sociales et fiscales. Pour entraîner l'adhésion de la France au marché commun, on a dû accepter pour elle un régime spécial comportant le maintien provisoire des taxes à l'importation et des primes spécifiques à l'exportation.

Ce régime d'exception dont jouissait la France et la façon lente et hésitante qu'elle était obligée d'adopter en s'engageant dans la voie de la libération des échanges n'était pas considérée d'un bon œil par le partenaire européen dont la situation économique permettait une politique beaucoup plus audacieuse dans ce domaine. La France était un peu considérée comme l'empêchement de tourner en rond. A presque chaque session des organismes internationaux, des pressions s'exerçaient sur la France afin qu'elle normalise son régime de commerce extérieur. Une première étape consistait à instaurer un pourcentage uniforme de primes à l'exportation et de taxes à l'importation. Ceci fait, il n'aurait pas été difficile de faire valoir l'argument selon lequel le franc étant surévalué dans une proportion analogue, il faudrait pour simplifier les choses qu'on le dévalue dans une proportion correspondante. Certains partisans français de la dévaluation reprennent à leur compte le même argument, proclamant que tout se passe comme si le franc, par le fonctionnement des taxes et primes, était d'ores et déjà dévalué, et que la dévaluation n'aurait donc pas d'effet sur les prix et serait en somme « une opération blanche ». Une telle argumentation n'est guère sérieuse. Jusqu'ici, la plupart des grandes matières premières importées et des produits de base importés n'acquittaient pas les taxes de transfert. En étaient exempts également les produits encore contingentés. Une dévaluation aurait donc comme effet de renchérir automatiquement le coût en franc de ces produits et de déclencher par là une tendance à la hausse du niveau général des prix.

De même le niveau réel des primes à l'exportation était loin d'être identique. En fait, pour le commerce extérieur, le franc avait une valeur différente selon le produit importé ou exporté. Il était donc beaucoup plus exact de considérer que, dans le domaine du commerce extérieur, le système français se rapproche d'un

système de changes multiples, que de considérer que tout se passe comme si le franc était d'ores et déjà dévalué. Un système de changes multiples, lorsqu'il est organisé de façon rationnelle, possède l'avantage de permettre une direction sélective du commerce extérieur. Il permet de régler le prix réel des importations d'après leur utilité et la répercussion qu'ils ont sur le niveau général des prix. De même, on peut stimuler avec une intensité différente les diverses exportations.

Pour une politique rationnelle et sélective du commerce extérieur, un système s'apparentant à celui des changes multiples aurait pu constituer un instrument commode et efficace. Certes, le système français n'était nullement équitable et rationnel et donnait lieu à de nombreux abus. Il n'est pas du tout démontré que la majorité des entreprises bénéficiant pour les produits exportés du remboursement des charges sociales et fiscales n'auraient pas pu exporter même en l'absence de ces mesures de faveur si onéreuses pour l'État. Les enquêtes ont montré que l'exportation reste souvent l'apanage de très grosses entreprises dont les prix de revient peuvent être considérés comme concurrentiels sur le plan international, surtout dans la conjoncture actuelle (où, en termes techniques, on est en présence d'un marché où les vendeurs dictent leur loi). Le remboursement des charges sociales et fiscales permet à ces grandes entreprises de réaliser d'énormes surprofits dont, contrairement aux affirmations des représentants des industriels, le fisc ne récupère qu'une très faible partie. Les primes à l'exportation n'avaient pas, d'autre part, une efficacité suffisante pour inciter sérieusement les producteurs tournés surtout vers le marché intérieur à exporter. Le régime des importations donnait lieu aussi à des abus et permettait de réaliser des surprofits, en particulier les importations des produits contingentés : ces derniers, en effet, n'acquittaient pas de taxes à l'importation et leur masse était relativement faible par rapport à celle des produits se trouvant sur le marché. Achetés à des prix inférieurs, ces produits étaient revendus au prix du marché et permettaient de réaliser d'énormes surprofits.

Le système français était donc loin d'être parfait. Il permettait à certains capitalistes de réaliser des profits abusifs; ce n'est pas cependant pour cette raison qu'il était combattu âprement par nos concurrents étrangers, mais parce qu'il freinait la progression de la libération des échanges et fournissait à la production française dans la lutte concurrentielle des atouts supplémentaires.

Ouvrons une parenthèse d'ordre plus général. Toute mesure économique dans le système actuel, aussi rationnelle soit-elle en principe, est rapidement dénaturée par l'ambiance capitaliste. Le propre des capitalistes est de s'adapter rapidement à n'importe quelle transformation économique pour en tirer le maximum de profit. Les nationalisations ne s'effectuent le plus souvent que sous la pression des masses et constituent dans leur phase initiale une indiscutable conquête du monde du travail. Mais, à mesure que la pression des masses s'affaiblit et que leur vigilance décroît, certains intérêts capitalistes, s'adaptant aux nouvelles conditions, s'efforcent d'en tirer le maximum d'avantages. Les produits et services du secteur nationalisé sont souvent fournis au secteur capitaliste à des prix trop faibles. Par contre, certains achats d'équipement et de fournitures effectués par le secteur nationalisé permettent aux capitalistes de réaliser des profits abusifs. Le fait que le secteur nationalisé emploie une main-d'œuvre importante, et que toute augmentation de ses salaires (les prix des produits et services du secteur nationalisé étant généralement assez rigides) peut conduire à l'aggravation du déficit des finances publiques, est exploité par les capitalistes dans leur lutte contre l'augmentation du niveau général des salaires, car ils bénéficient souvent d'un ferme appui auprès des pouvoirs publics.

Il ne faut pas en tirer la conclusion que les nationalisations soient une mauvaise chose, mais simplement qu'il est indispensable de mener une lutte permanente pour que les nationalisations, au lieu d'être une conquête des masses, ne renforcent pas finalement l'emprise du grand capital sur l'économie. Cet exemple illustre une vérité d'ordre plus général. Toute réforme, toute conquête sociale, doit être constamment surveillée et défendue si l'on veut empêcher qu'elle ne soit détournée complètement de son objectif et exploitée par le grand capital. Les impôts directs sont, en principe, dans la mesure où ils pèsent sur le revenu et la richesse acquise, beaucoup plus équitables que les impôts indirects. Cependant, les couches privilégiées savent finalement s'adapter à toute fiscalité. Une nouvelle mesure est à peine effective que l'on s'ingénie à trouver les moyens les meilleurs pour la tourner et frauder. Dans le système économique actuel, tout pas en avant doit être âprement défendu, toute conquête nouvelle jalousement surveillée, pour que finalement tout cela n'aboutisse à de nouveaux abus et à des reculs.

Pour en revenir au système existant du commerce extérieur français, il n'était certes pas bon; mais le transformer en un autre plus conforme à la politique de la libération des échanges et de l'intégration européenne c'était, non l'améliorer, mais encore sensiblement l'aggraver. Surtout si l'on tient compte du fait que la dévaluation du franc serait la condition *sine qua non* d'un système plus libéral et plus conforme aux intérêts du grand capital américain et de nos partenaires européens.

\*\*\*

Même les partisans convaincus dans l'abstrait d'une manipulation monétaire avouent que dans les conditions présentes elle se ferait dans de très mauvaises conditions.

En effet, la spéculation à la dévaluation est d'ores et déjà commencée, elle se ferait donc à chaud. D'autre part, l'économie française est dans un état voisin du plein emploi. Dans la mesure où un élargissement rapide de la production dans ces conditions est difficile, une pression supplémentaire de la demande déterminée par la dévaluation entraînerait donc inmanquablement une forte hausse des prix. Les dévaluationnistes en déduisent que cette manipulation monétaire ne devrait pas être une solution de paresse mais devrait être assortie d'une politique économique particulièrement énergique.

Mais de quelle politique s'agit-il ?

Une formule comme celle de Maurice Byé : « La dévaluation dans un État voisin du plein emploi absolu est très dangereuse si elle n'est pas assortie d'une politique économique particulièrement énergique », peut être interprétée de deux façons différentes :

1. Si sous le terme plein emploi l'on comprend l'incapacité de la production à s'élargir rapidement pour satisfaire l'accroissement à la fois de la demande intérieure et de la demande extérieure, Byé a certainement raison. Dans de telles conditions, la dévaluation ne peut entraîner qu'une hausse très rapide des prix mais, avant même que les prix français calculés au nouveau cours en devises étrangères ne rattrapent leur parité antérieure, l'accroissement en volume des exportations, limité par l'élasticité insuffisante de la production, ne saurait compenser la détérioration provisoire des « terms of trade » et entraînerait donc un accroissement du déficit de la balance des comptes. La dévaluation entraînant une forte demande spéculative des produits français tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, trouverait en face d'elle une production incapable de lui répondre de façon satisfaisante. Une hausse inflationniste des prix en serait la conséquence inévitable.

Mais la formule de Maurice Byé peut aussi être interprétée de façon différente :

2. Dans un état de plein emploi, les salariés sur le marché du travail se trouvent dans une position favorable; ils sont donc à même d'imposer une hausse des salaires correspondant à la hausse des prix. L'avantage que la dévaluation présente pour certains (celui de permettre de façon indirecte l'abaissement des salaires réels) se trouve ainsi compromis. L'opération en elle-même devient donc beaucoup moins intéressante. La dévaluation engendrera fatalement une poussée spéculative. Dans toute spéculation il y a des gagnants et des perdants. Quel est le partisan avoué ou honteux de la dévaluation qui n'espère pas pour son compte personnel pouvoir se mettre à l'abri des conséquences de cette manipulation monétaire ? Il est admis que petits rentiers et retraités sont les victimes toutes désignées de l'inflation et de la dévaluation. Mais il en est de même pour tous ceux dont les revenus sont non obligatoirement fixes, mais peu flexibles, c'est-à-dire ne pouvant s'adapter à la hausse des prix qu'avec un certain retard. La dévaluation détermine non seulement une hausse des prix, mais aussi une nouvelle distorsion dans les rapports entre différents prix et différents revenus. Elle engendre une terrible bagarre entre les divers groupes sociaux, chaque groupe s'efforçant de tirer son épingle du jeu au détriment du voisin. Tous ceux qui peuvent spéculer, stocker, et imposer rapidement une augmentation des prix de leurs produits et services, sont avantagés par rapport à ceux dont les revenus ne peuvent s'adapter qu'imparfaitement, et dans tous les cas avec retard, à l'accroissement des prix et du coût de la vie. Les fonctionnaires, les travailleurs du secteur public, et l'écrasante majorité des salariés sont infailliblement les victimes de ce genre d'opération. La spéculation à la dévaluation a déjà pris de larges proportions, elle se conjugue et renforce la spéculation déclenchée en prévision des restrictions aux importations.

Après les déclarations de M. Pleven sur la nécessité de suspendre la libération des échanges, les demandes de licences d'importation ont pratiquement doublé. Les importateurs s'efforcent de se procurer les devises le plus rapidement possible. Par contre, les exportateurs s'efforcent de retarder le plus possible le moment où les devises obtenues par eux seront reconverties en francs. L'évasion des capitaux prend de très grandes proportions, car le contrôle des changes est notoirement insuffisant.

Par des virements de banques, sous forme de numéraires emportés par les Voyageurs, les francs s'évadent facilement vers l'étranger. Des sommes considérables appartenant à des ressortissants français s'accumulent en Suisse et ailleurs. Le montant des exportations est fréquemment minoré, le montant des importations majoré, ce qui permet une évasion massive de capitaux et la constitution des avoirs en devises à l'étranger. Les techniciens de la comptabilité économique nationale ignorent systématiquement le phénomène de l'évasion des capitaux, ce qui ne les empêche nullement parfois d'affirmer que « l'épargne est insuffisante pour les besoins de l'économie nationale ». Tous les économistes bourgeois ont tendance à minimiser l'importance de l'évasion des capitaux et l'influence destructrice qu'elle exerce sur l'économie nationale. Pourtant, comme l'ont signalé à maintes reprises des études effectuées à l'étranger, dans une période d'insécurité monétaire, l'évasion des capitaux peut prendre des proportions énormes (certains ont affirmé que, quelquefois, pour la France, elle atteignait le montant de l'aide américaine). L'argument classique destiné à minimiser l'influence nocive de l'évasion des capitaux consiste à demander quel emploi trouvent les francs exportés clandestinement à l'étranger. Il n'est pas difficile de répondre à ce sujet. En premier lieu, les francs sont achetés à des prix dépréciés par les touristes étrangers, ce qui leur permet souvent de décréter que la vie n'est pas très chère en France. L'année dernière, la balance touristique pour la France a été largement déficitaire. Cela veut dire que les touristes français voyageant à l'étranger ont dépensé plus de devises que n'en ont apporté les touristes étrangers en France. Or, le nombre des touristes étrangers en France s'est considérablement accru par rapport aux années précédentes. Dans leur naïveté (réelle ou feinte), les statisticiens expliquent ce phénomène en affirmant que le touriste étranger se recrute dorénavant dans un milieu moins riche. La réalité est beaucoup plus simple. Les touristes étrangers dépensent moins de devises parce qu'au préalable ils se sont procuré des francs à des cours dépréciés. Ils vendent leurs devises en France aux particuliers, sans aucun profit pour l'économie nationale.

Lorsqu'on dit en effet, que l'économie française est menacée d'asphyxie par l'épuisement des réserves d'or et de devises, on ne donne qu'une vision imparfaite de la réalité. Les réserves d'or et de devises détenues par les particuliers, ainsi que les avoirs des Français dans les banques étrangères sont énormes. Mais les pouvoirs publics dans les circonstances actuelles, compte tenu des méthodes dont ils peuvent se servir, sont incapables de mettre la main dessus pour assurer le paiement des importations. Pratiquement, ces réserves détenues par les particuliers n'entrent pas en ligne de compte. Les francs évadés trouvent encore d'autres emplois. Ils servent à assurer des opérations commerciales semi-clandestines. Dans les milieux bien informés, on assure qu'ils servent à certaines opérations boursières et permettent à certains capitalistes étrangers de racheter de gros paquets de titres industriels français (en particulier des affaires pétrolières). Dans une période de tension monétaire comme celle que nous traversons, l'évasion des capitaux constitue un phénomène extrêmement grave. Quelle que soit la forme qu'elle revêt, elle contribue à la raréfaction des rentrées de devises et à la dépréciation du franc sur les marchés parallèles en France et à l'étranger. Elle exerce une pression dangereuse sur la monnaie et rend de plus en plus difficile toute politique s'efforçant de lutter contre la hausse des prix et d'éviter la dévaluation du franc.

Un renforcement du contrôle des changes s'impose donc pour tout gouvernement voulant lutter effectivement contre l'inflation. Contrôle de changes qui ne peut être qu'illusoire sans un contrôle effectif du commerce extérieur, sans vérification stricte de la concordance entre la valeur des importations et exportations déclarées et leur volume effectif.

On ne peut guère compter sur les gouvernements défendant les intérêts des classes possédantes pour appliquer une telle politique avec une énergie suffisante. L'efficacité de la lutte contre l'inflation et la défense de la monnaie dans de telles conditions ne peuvent être qu'illusoires quelle que soit la pression exercée sur la consommation et les revenus des masses.

Si les couches économiquement bien armées s'efforcent dès maintenant de se prémunir contre les effets d'une dévaluation monétaire, ou même d'en tirer profit, la grosse masse de la population ne réagirait qu'une fois la dévaluation faite. Pour le large public, la dévaluation annonce la hausse des prix. Nous avons vu que les couches économiquement privilégiées s'efforcent de se mettre à l'abri, bien avant la dévaluation, en stockant, en exportant leurs capitaux à l'étranger, en achetant de l'or, des devises, des titres indexés, etc. Le consommateur moyen n'est cependant alerté qu'après la dévaluation. Il mobilise alors ses économies et s'efforce d'acheter le plus possible avant la hausse des prix. Comme c'est le cas en face d'une menace (réelle ou imaginaire) de pénurie, la demande normale se trouve considérablement gonflée. Comme l'offre, dans les circonstances présentes, ne pourra s'élargir de façon suffisante, une hausse inflationniste des prix est fatale. C'est là un processus cumulatif dont il est difficile de prévoir les limites. Si le changement du comportement d'un consommateur moyen est déjà redoutable, l'évolution des anticipations des détenteurs de la puissance économique le sera encore bien davantage. En reprenant la terminologie de Pierre Dieterlen, nous dirons que les perspectives de hausse contribueront à modifier les anticipations des capitalistes et par là à transformer les « encaisses oisives » en « encaisses actives ». La monnaie qui dort ou sommeille affluera sur le marché et déterminera une poussée de la demande à caractère spéculatif sensiblement accrue. La ruée vers les valeurs réelles s'accroîtra, le stockage augmentera encore, il en résultera une poussée inflationniste dont il n'est guère possible de prévoir les effets. Dévaluer dans un état proche du plein emploi, c'est déclencher une hausse inflationniste des prix dont on ne saurait ni prévoir ni limiter l'ampleur, c'est s'engager sur une pente glissante pouvant mener aux dévaluations en cascades et à l'inflation catastrophique. Mais dévaluer signifie aussi lancer une offensive redoutable contre les salaires réels et le niveau de Vie des masses. Quelle que soit donc l'ampleur des pressions extérieures secondées par de puissants intérêts capitalistes français et par ceux qui, pour réaliser l'intégration de la petite Europe, ne reculent devant aucun expédient dangereux, il faut s'efforcer de barrer la route à la dévaluation en éclairant les masses sur les périls qu'elle renferme.

Il n'est pas difficile de résumer les conceptions des économistes officiels quant à la politique à suivre pour résoudre les difficultés actuelles.

Quelle est la cause essentielle du déficit de la balance commerciale ? Une consommation intérieure excessive, c'est elle qui détermine le gonflement dangereux des importations et réduit singulièrement « les surplus » exportables disponibles. Cette consommation intérieure excessive se trouve aussi à l'origine de la pression inflationniste génératrice de la hausse des prix. Il faut donc réduire la consommation, imposer au pays une politique d'austérité et, en réduisant la consommation, développer les investissements productifs.

L'austérité, en principe, devrait être obligatoire pour tout le monde, mais il suffit d'analyser les moyens dont on veut se servir pour comprendre qu'elle est surtout à l'usage des classes laborieuses. Nous n'avons pas entendu jusqu'ici les économistes officiels prôner l'introduction des taxes de luxe massives grevant le prix des articles dont la consommation demeure l'apanage des couches privilégiées. Une augmentation du prix de l'essence frappera bien plus durement les consommateurs à revenu relativement modeste que les couches riches. Il en sera de même pour l'ensemble des impôts indirects. La formule : il faut diminuer les revenus consommables pour accroître les investissements productifs, est très hypocrite. Si l'on diminue les dividendes distribués au profit de l'autofinancement, ou si, dans une entreprise individuelle, l'entrepreneur consomme moins pour investir davantage, il transforme une partie de son revenu en capital, donc il s'enrichit. Un salarié qui accepte que son salaire réel soit réduit ou demeure stationnaire afin que la productivité de l'entreprise soit améliorée fait un marché de dupe, dont il ne tirera jamais avantage. Un homme fortuné qui souscrit un emprunt ne devient pas pour cela moins riche. Une partie de ses avoirs est simplement en titres d'État. Si les titres sont indexés, c'est même souvent une opération lucrative. Pourquoi consommerait-il moins ? Où et quand a-t-on pu jusqu'ici constater que sous l'effet des mesures économiques à caractère global la consommation des couches privilégiées ait réellement baissé ? La réduction des crédits à la consommation frappera beaucoup plus brutalement tous ceux qui, sans eux, auraient été dans l'incapacité d'effectuer les achats de certains biens durables que les couches privilégiées, qui le plus souvent évitent d'y avoir recours, à cause du prix élevé de ces crédits. (Ceci demeure vrai quelle que soit l'opinion que l'on puisse avoir sur l'opportunité de la réduction des crédits à la consommation dans la conjoncture actuelle.) Le recours aux seules mesures globales est une conception de politique économique à la fois

inefficace et dangereuse. Inefficace, car la pression de la demande déterminée par les nouveaux investissements exerce dans l'immédiat un effet encore plus inflationniste que la demande des produits consommables. En effet, c'est pour les biens d'équipement que la demande est particulièrement intense et la tendance à la hausse des prix la plus forte. Il faut certes développer les investissements. Mais pas n'importe lesquels. Il faut donner la priorité à ceux qui permettent de développer les exportations ou de satisfaire les besoins vraiment utiles du marché intérieur. Il faut restreindre, par contre, les investissements somptuaires et les investissements peu utiles. Puisqu'il faut restreindre les importations, il faudra choisir parmi elles les plus utiles et les affecter au secteur de l'économie où leur utilité sera la plus grande. Une politique sélective du commerce extérieur, aujourd'hui si nécessaire doit, pour être efficace, s'accompagner d'une politique sélective dans le domaine de la répartition et des investissements. Les mesures globales sont toujours dangereuses, car elles sont forcément très brutales. La prédilection pour les méthodes globales des conservateurs en Grande-Bretagne a déterminé une stagnation et des récessions partielles dans l'industrie britannique. Or, la conjoncture économique mondiale montre des symptômes inquiétants. En Europe, on assiste à un ralentissement sensible du rythme de l'expansion. La conjoncture américaine est assez alarmante. On oublie trop que la conjoncture française suit toujours, quoiqu'avec un certain retard, l'évolution de la conjoncture à l'étranger. Des mesures économiques inconsidérées et brutales destinées à freiner l'inflation peuvent précipiter l'avènement d'une crise.

\*\*\*

Si l'on veut serrer la réalité de plus près, elle apparaîtra comme étant plus simple qu'il ne résulte de ces raisonnements compliqués. Il ne sert à rien d'avoir recours à des méthodes globales ou même sélectives si l'économie française reste écrasée sous le poids des charges militaires improductives. Aussi longtemps que durera la guerre d'Algérie avec les charges écrasantes qu'elle entraîne, aucune mesure ne se montrera efficace ni pour arrêter l'inflation, ni pour réduire l'ampleur du déficit extérieur. Dans un livre récent d'André Philip, nous relevons ce passage, d'autant plus caractéristique que son auteur ne peut guère passer pour un dangereux cryptocommuniste :

« ... Il faut d'abord constater que la poursuite de l'expansion économique française n'est pas compatible avec le maintien des dépenses militaires, actuelles, particulièrement en Algérie. Il ne s'agit pas seulement des 400 milliards qui pèsent sur le budget, mais des importations de matériel militaire étranger, et surtout de l'orientation de nos industries électriques et mécaniques vers la fourniture d'armes et d'outillage pour les opérations militaires...

« ... Un choix décisif s'impose en la matière. Si l'on veut continuer les opérations d'Algérie, il faut reconnaître que la France est obligée de conduire dans ce pays de véritables hostilités, et qu'elle doit s'organiser en une économie de guerre. Elle ne peut se contenter d'expédier, outre-Méditerranée, des hommes du contingent. Elle doit procéder à la mobilisation générale de sa main-d'œuvre, à la fermeture d'autorité des établissements non rentables, à la concentration des entreprises, à l'affectation, dans les industries nécessaires à la guerre et à l'exportation d'une main-d'œuvre prélevée dans les secteurs non indispensables - artisans et commerçants en particulier. Il faut en prendre conscience. C'est cela que signifie la poursuite des hostilités en Algérie. Si l'on ne veut pas accepter ces conséquences, si l'on ne veut pas, pour sauvegarder les intérêts d'un million et demi de Français, réaliser la mobilisation totale des 40 millions d'autres, il faut modifier la politique suivie, et envisager l'ouverture de négociations ».

Quand on est partisan d'une certaine politique, on doit définir quelles sont les forces sociales susceptibles de la réaliser. M. Bourgès-Maunoury et les forces sociales sur lesquelles il s'appuie n'ont guère de chance de régler le problème algérien. Tout gouvernement recherchant l'appui des classes possédantes ne pourra appliquer dans les circonstances présentes la politique énergique qui s'impose pour juguler l'inflation et venir à bout du déficit du commerce extérieur. Un programme d'assainissement élaboré et réalisé sous la pression américaine ne peut qu'engendrer les mécomptes les plus graves. L'échec de Mendès France a montré qu'on ne peut faire fi des réalités sociologiques et promouvoir une politique tant soit peu progressiste par un parti dont le levier de commandes effectif se trouve entre les mains des « notables ». Seul le rassemblement le plus vaste des masses populaires peut sortir la France de l'ornière dans laquelle elle s'enfonce de plus en plus. Seul, il peut la préserver de dangereuses et peut-être tragiques aventures.